

LES CHIFFRES CLÉS DE LA DÉFENSE

ÉDITION 2017



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES ARMÉES



Les chiffres de la défense 2016 - 2017

1. Les principales missions de l'État	5
2. Le budget de la défense	7
3. Les effectifs du ministère en 2016	15
4. Pilier Défense de la Garde nationale	20
5. Déploiements opérationnels des forces armées françaises	22
6. Les équipements en dotation dans les armées	23
7. Comparaisons des dépenses de défense entre les États-Unis et l'Union européenne .	26
8. Glossaire	27
9. Pour en savoir plus.	29

NB : la différence entre la somme des items d'un tableau ou d'un graphique et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

Introduction

Ce fascicule constitue une synthèse des principaux chiffres concernant la défense. Il présente les données budgétaires, les effectifs, les équipements en dotation dans les armées ainsi que les forces déployées hors métropole.

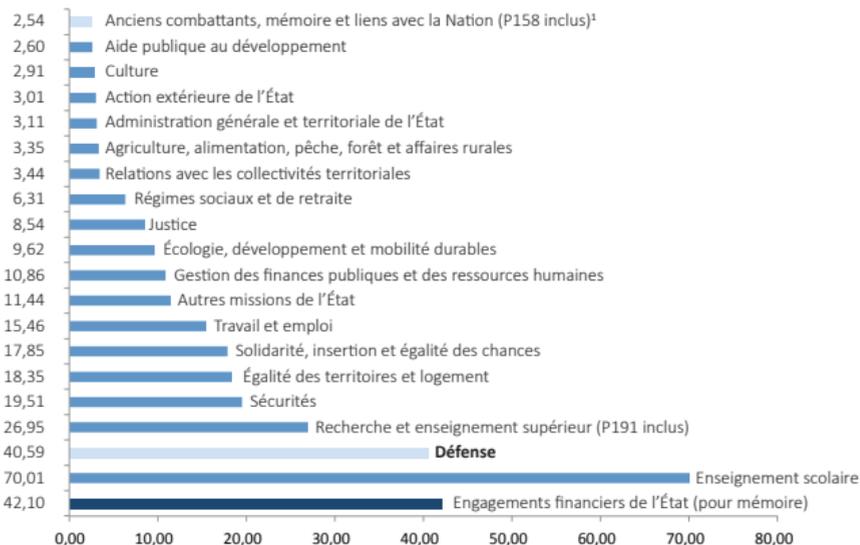
Dans le respect de la Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, de son actualisation en 2015 et des décisions prises à la suite des attentats de 2015 et de 2016, le budget du ministère des Armées a été abondé de 600 M€ en 2017 par rapport à la loi de finances pour 2016, le portant ainsi à 32,7 Md€ de ressources.

Dans le contexte d'une activité très soutenue des forces, au-delà des contrats opérationnels, le budget du ministère des Armées pour 2017 a eu pour objectif de renforcer les moyens au bénéfice des unités opérationnelles, du renseignement et de la cyberdéfense, tout en préservant la préparation de l'avenir et le renouvellement des équipements. Il permet également la mise en œuvre de mesures relatives à l'amélioration de la condition du personnel. Les crédits budgétaires dans la loi de finances initiale pour 2017 ont ainsi été en augmentation de 600 millions d'euros par rapport à 2016.

Pour 2018, le président de la République a annoncé une augmentation très importante de cet effort par rapport à la loi de finances initiale 2017, en cohérence avec l'objectif fixé à long terme d'un effort de défense de 2 % en 2025.

1. Les principales missions de l'État

1.1 La répartition des crédits budgétaires entre les missions de l'État, hors remboursements et dégrèvements (Loi de finances initiale ou LFI 2017)



En CP en Md€, pensions incluses.

1. Le programme 158 (101 M€) « Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale » relève du Premier ministre. Il vise à assurer une indemnisation en faveur des victimes - ou de leurs ayants cause - de persécutions antisémites ou d'actes de barbarie intervenus pendant la seconde guerre mondiale.

1.2 Part du budget du ministère des Armées (pensions incluses) dans le budget général de l'État (LFI 2017)

Enseignement scolaire

22,0 %

Engagements financiers
de l'État (pour mémoire)

13,2 %

Relations avec
les collectivités territoriales

1,1 %

Agriculture, alimentation, pêche,
forêt et affaires rurales

1,1 %

Régimes sociaux et de retraite

2,0 %

Justice

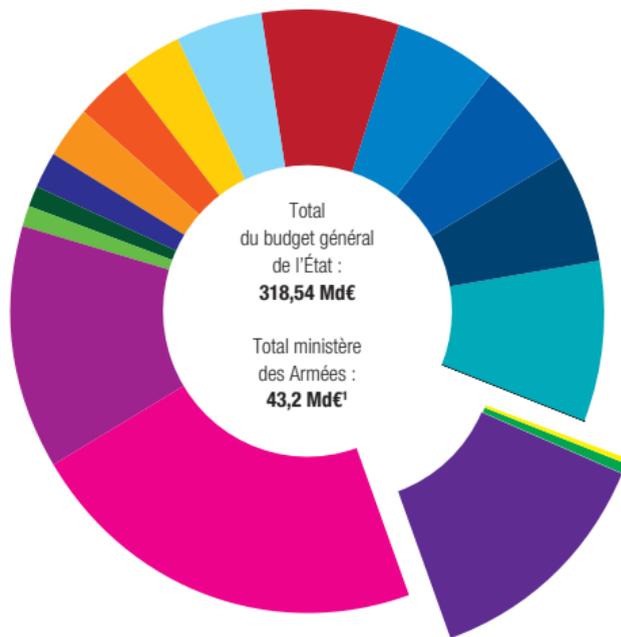
2,7 %

Écologie, développement
et mobilité durables

3,0 %

Gestion des finances publiques
et des ressources humaines

3,4 %



Travail et emploi

4,9 %

Autres missions de l'État

7,3 %

Égalité des territoires
et logement

5,8 %

Solidarité, insertion
et égalité des chances

5,6 %

Sécurités

6,1 %

Recherche
et enseignement supérieur

8,4 %

**Ministère des Armées :
13,6 %**

Recherche duale (civile et militaire) P191

0,1 %

Anciens combattants, mémoire
et liens avec la Nation

0,8 %

Défense

12,7 %

Le ministère des Armées dispose de crédits qui sont répartis sur trois missions et représentent 13,6 % du budget général de l'État (10,2 % hors pensions).

1. Ce montant ne couvre pas les recettes issues de cessions.

2. Le budget de la défense

La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère des Armées est concerné par trois missions : la mission « Défense » proprement dite, la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », auxquelles s'ajoute le programme « Recherche duale (civile et militaire) » de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

Le budget 2017 de la mission « Défense » s'élève à 32,7 Md€, hors pensions, soit 600 M€ de plus qu'en 2016. Ce budget comprend 250 M€ de ressources issues de cessions immobilières et de matériels.

2.1 Le budget de la défense au format LOLF

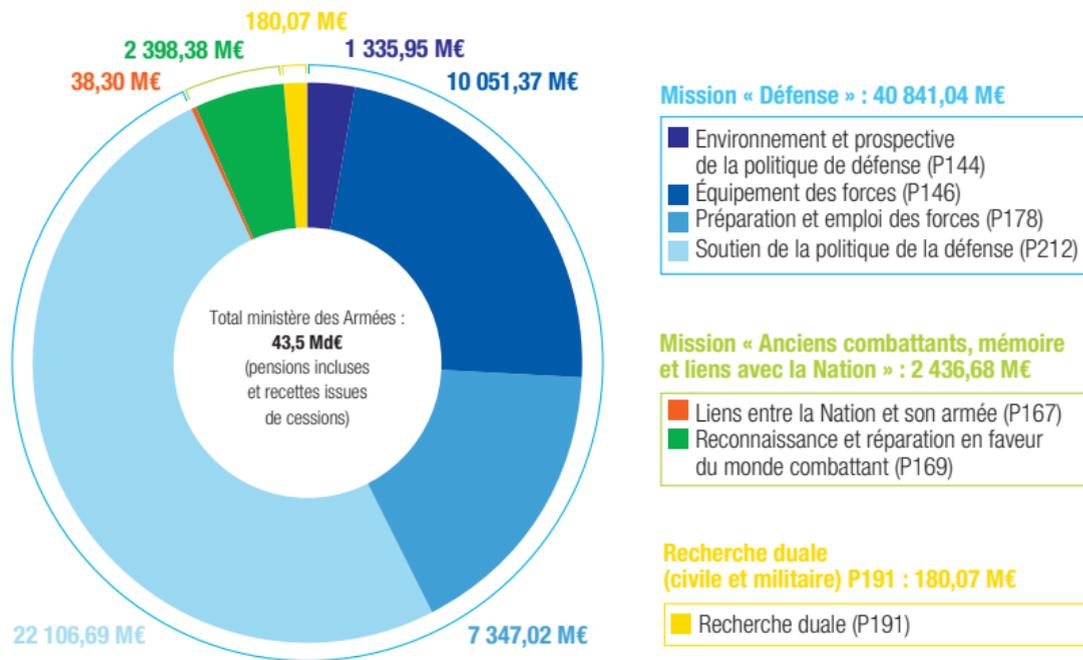
Missions	Programmes	Actions
Défense	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Prospective de défense Relations internationales et diplomatie de défense
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Parts étrangères et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures

Missions	Programmes	Actions
Défense	Soutien de la politique de la défense (212)	<p>Politique immobilière</p> <p>Systèmes d'information, d'administration et de gestion</p> <p>Politiques des ressources humaines</p> <p>Politique culturelle et éducative</p> <p>Restructurations</p> <p>Pilotage, soutien et communication</p> <p>Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense »</p> <p>Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense »</p> <p>Relations internationales</p> <p>Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme « Équipement des forces »</p> <p>Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p>

Missions	Programmes	Actions
Défense	Soutien de la politique de la défense (212)	<p>Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Préparation des forces aériennes - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action « Politique immobilière »</p> <p>Action sociale, chômage et pensions</p> <p>Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action « Politique culturelle et éducative »</p> <p>Restructurations - RH</p> <p>Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action « Pilotage, soutien »</p> <p>Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme « Liens entre la Nation et son armée »</p> <p>Rayonnement et contribution extérieure</p> <p>Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnels des cabinets et organismes rattachés/RH</p>

Missions	Programmes	Actions
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Liens entre la Nation et son armée (167)	Journée défense et citoyenneté Politique de mémoire
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Action en faveur des rapatriés
Recherche et enseignement supérieur	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

2.2 La répartition des crédits budgétaires par programme (opex¹ et pensions incluses)



1. Le montant inscrit en LFI pour les opérations extérieures (opex) est de 450 M€ dont 170 M€ en T2 (masse salariale) sur le programme 212 et 280 M€ en HT2 (hors masse salariale) sur le programme 178.

Rappel : la différence entre la somme des items d'un graphique et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

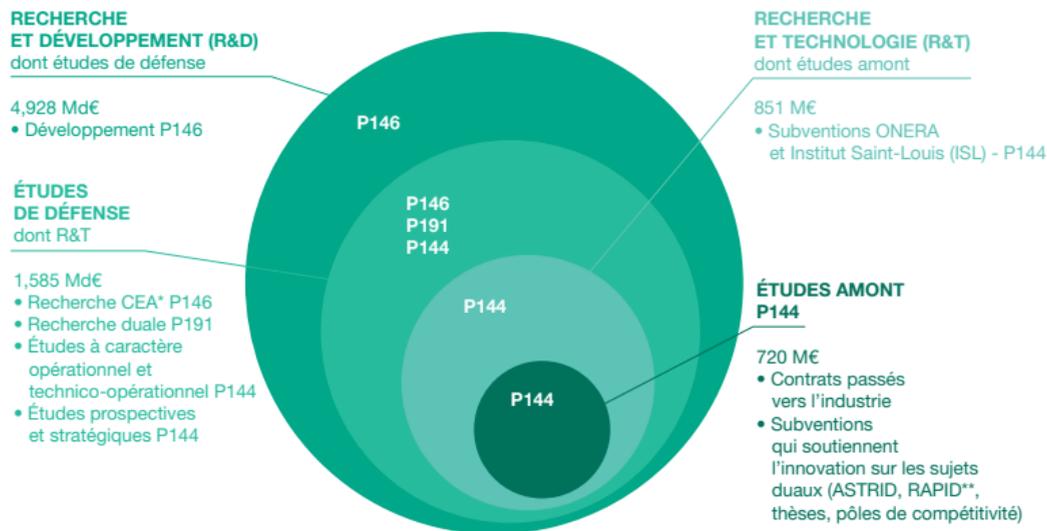
2.3 La répartition des ressources budgétaires de la mission « Défense » (LFI 2017, recettes issues de cessions, hors pensions)

Opérations stratégiques	Ressources 2017 (hors pensions) en Md€	
Masse salariale hors OPEX	11,4	Masse salariale 11,6 Md€
OPEX masse salariale	0,2	
Activités opérationnelles (AOP)	1,1	Hors équipement 3,8 Md€
Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	2,4	
OPEX hors masse salariale	0,3	
Autres opérations d'armement (AOA)	1,3	Équipement 17,3 Md€
Dissuasion (DIS)	3,9	
Équipement d'accompagnement (EAC)	1,0	
Environnement des programmes d'armement (EPA)	0,1	
Entretien programmé du matériel (EPM)	3,4	
Entretien programmé du personnel (EPP)	0,2	
Infrastructures de défense (INFRA)	1,2	
Programmes à effet majeur (PEM)	5,4	
Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	0,6	
Renseignement (RENS)	0,3	
Total mission « Défense »	32,7	

Rappel : la différence entre la somme des items d'un tableau et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

2.4 Le soutien à la recherche et au développement de défense

Le ministère des Armées suscite et accompagne l'innovation industrielle et technologique. En 2017, il consacre 4,9 Md€ à la Recherche et développement (R&D).



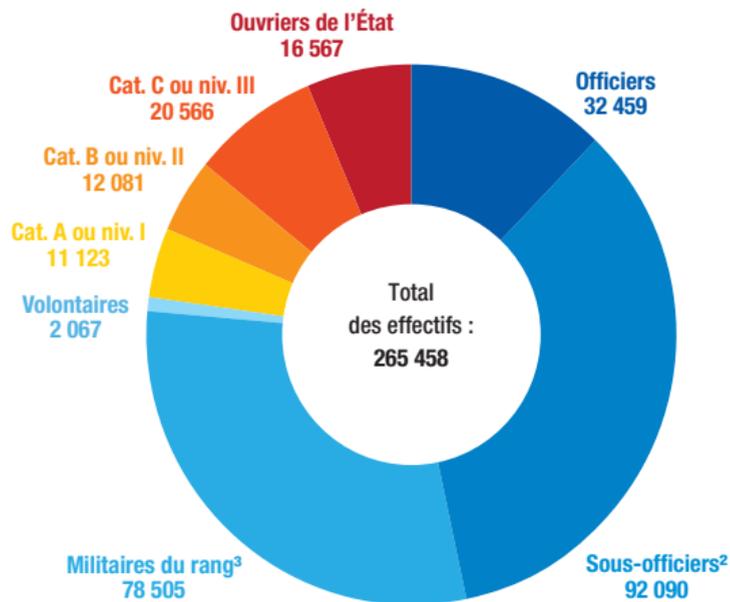
* Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

** Projets développés dans le cadre du Pacte Défense-PME.

La somme indiquée pour chaque cercle inclut notamment celle renseignée pour le cercle de taille inférieure.

3. Les effectifs du ministère en 2016

3.1 La répartition des effectifs en 2016 par catégorie de personnel en ETPT¹



1. En Équivalent temps plein travaillé (ETPT), unité de décompte des effectifs qui prend en compte la période d'activité de l'agent sur l'année et sur sa quotité de temps travaillé.

2. Officiers marins dans la marine nationale.

3. Quartiers-maîtres et matelots dans la marine nationale.

3.2 La répartition du personnel militaire, par catégorie et par gestionnaire

En ETPT	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang	Volontaires	Total	%
Terre	13 701	37 855	60 395	551	112 502	54,8
Marine	4 492	23 328	6 870	862	35 552	17,3
Air	6 299	24 416	10 381	64	41 160	20,0
Gendarmerie ¹	202	1 798	0	411	2 411	1,2
SSA	3 248	4 325	0	165	7 738	3,8
SEA	201	322	859	0	1 382	0,7
DGA	1 788	0	0	0	1 788	0,9
SCA	1 863	8	0	14	1 885	0,9
Autres services gestionnaires ²	665	38	0	0	703	0,4
Total	32 459	92 090	78 505	2 067	205 121	100,0
%	15,8	44,9	38,3	1,0	100,0	

Champ : ensemble du personnel militaire sous PMEADéfense.

Lecture : en 2016, 13 701 officiers sont gérés par l'armée de terre.

1. Les données comprennent uniquement les gendarmes placés sous PMEADéfense, à savoir la gendarmerie maritime, la gendarmerie de l'air, la gendarmerie de l'armement et la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires.

2. APM, CGA et SID.

Nota bene 1 : les élèves de l'École polytechnique ne sont plus placés sous PMEADéfense depuis 2015.

Nota bene 2 : ne sont pas pris en compte les militaires de l'armée de terre et de la marine nationale hors PMEADéfense, donc employés par d'autres ministères ou des collectivités territoriales (Unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile [UIISC] et Brigade des sapeurs-pompiers de Paris [BSPP] pour l'armée de terre, mis pour emploi au ministère de l'Intérieur, et Bataillon de marins-pompiers de Marseille [BMPM] pour la marine nationale).

3.3 La répartition du personnel civil, par catégorie

En ETPT	Cat. A ou niv. I	Cat. B ou niv. II	Cat. C ou niv. III	Ouvriers de l'État	Total	%
Terre	813	1 090	2 543	3 612	8 058	13,4
Marine	425	586	959	774	2 744	4,5
Air ¹	737	834	723	2 785	5 079	8,4
Autres services ²	9 148	9 571	16 341	9 396	44 456	73,7
Total	11 123	12 081	20 566	16 567	60 337	100,0
%	18,4	20,0	34,1	27,5	100,0	

1. Dont SIAé.

2. SCA, SSA, DGA, SGA (dont DICOd), DIRISI, SEA, SIMu, OIAS, DRM, DRSD, DGSE, DPID, DGSIC, DGRIS et EMA (partie centrale).

3.4 La répartition femmes/hommes en 2016 en ETPT

	Militaires			Civils			Total		
	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Total
Effectif	31 412	173 709	205 121	22 857	37 480	60 337	54 269	211 189	265 458
%	15,3	84,7	100,0	37,9	62,1	100,0	20,4	79,6	100,0

L'âge moyen du personnel militaire est de 33,2 ans (33,1 ans pour les femmes et 33,2 ans pour les hommes).
L'âge moyen du personnel civil est de 47,4 ans (47,8 ans pour les femmes et 47,1 ans pour les hommes).

3.5 La répartition des effectifs par statut

En ETPT	Militaires		
	Carrière	Contrat	Total
Officiers	24 512	7 947	32 459
Sous-officiers	49 174	42 916	92 090
Militaires du rang	0	78 505	78 505
Volontaires	0	2 067	2 067
Total	73 686	131 435	205 121
%	35,9	64,1	100,0

En ETPT	Civils			
	Titulaires	Non-titulaires	Ouvriers de l'État	Total
Cat. A ou niv. I	6 748	4 375	-	11 123
Cat. B ou niv. II	10 944	1 137	-	12 081
Cat. C ou niv. III	16 978	3 588	-	20 566
Ouvriers de l'État	-	-	16 567	16 567
Total	34 670	9 100	16 567	60 337
%	57,4	15,1	27,5	100,0

4. Pilier Défense de la Garde nationale

La Garde nationale regroupe la réserve opérationnelle des armées et de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale. Seuls les chiffres relatifs à la réserve opérationnelle des armées (de premier niveau ou R01) sont présentés dans ce document.

4.1 La répartition des effectifs de la réserve opérationnelle du ministère des Armées (hors gendarmerie nationale) par armée, direction et service gestionnaire

Répartition des volontaires sous ESR* par catégorie et par armée, direction et service

	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang	Total	%
Terre	4 160	4 939	9 652	18 751	58,0 %
Marine	1 522	2 219	1 440	5 181	16,0 %
Air	1 236	1 863	1 716	4 815	14,9 %
SSA	1 554	1 347	26	2 927	9,1 %
SCA**	446	1	0	447	1,4 %
SEA	33	33	21	87	0,3 %
DGA	95	0	0	95	0,3 %
Total	9 046	10 402	12 855	32 303	100,0 %
%	28,0 %	32,2 %	39,8 %	100,0 %	

Source : Secrétariat général du CSRM et de la Garde nationale.

Champ : ensemble des réservistes sous ESR* au 31 décembre 2016.

* Engagement à servir dans la réserve (contrat).

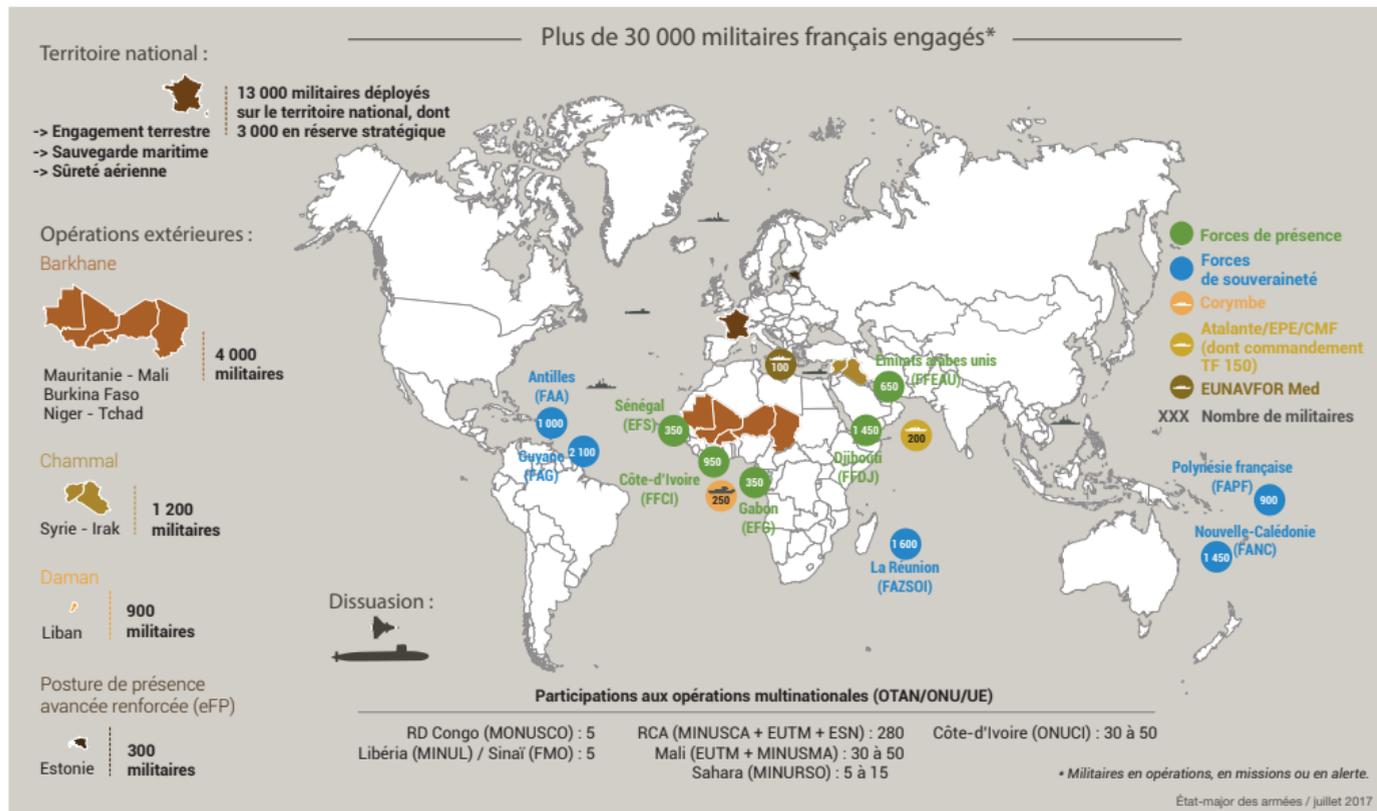
** Aumôniers et commissaires.

4.2 Budget de la réserve opérationnelle du ministère des Armées

Le budget de la réserve opérationnelle du ministère des Armées est passé de 71,4 M€ en 2014 à 81,9 M€ en 2015 et 101,3 M€ en 2016. Cette augmentation de 29,9 M€ en deux ans correspond à une hausse de 41,9 % du budget consacré à la réserve opérationnelle.

	2014	2015	2016
Armées	71,4	81,9	101,3

5. Déploiements opérationnels des forces armées françaises



6. Les équipements en dotation dans les armées

6.1 Armée de terre (chiffres au 1^{er} juillet 2017)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BLINDÉS	6 634
<i>Chars de combat</i>	200
Leclerc	200
<i>Blindés chenillés</i>	155
VHM (Véhicule à haute mobilité)	53
DCL (Dépanneur de char Leclerc)	18
AMX 30 D	30
EBG & SDPMAC ¹	54
<i>Blindés à roues</i>	6 279
AMX 10 RCR	248
ERC 90 Sagaie	80
VBCI (Véhicule blindé de combat de l'infanterie)	629
Transport de troupes (VAB tout type)	2 661
PVP (Petit véhicule protégé)	1 179
VBL -VB2L (Véhicule blindé léger)	1 462
Aravis	16
Buffalo	4
ARTILLERIE CLASSIQUE	363
Canons de 155 mm	121
VOA (Véhicule d'observation de l'artillerie)	89
Mortiers de 120 mm	140
LRU (Lance-roquette unitaire)	13

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
ÉQUIPEMENT DU COMBATTANT	23 075
FÉLIN	23 075
SYSTÈMES D'ARMES ANTICHARS	1 076
Postes de tir Milan	400
Hot	0
Eryx	600
Javelin	76
HÉLICOPTÈRES	286
Gazelle tout type	99
Tigre	62
Cougar	26
Puma SA 330	68
Caracal	8
Caïman	23
HÉLICOPTÈRES DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	18
Fennec ²	18
AVIONS DE LIAISON	13
TBM 700 (8), Pilatus (5)	
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	221
Postes de tir Mistral rénovés	221
DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	63
SDTI (Système de drone tactique intérimaire)	25
DRAC (Drone de reconnaissance au contact)	38

1. Système de déminage pyrotechnique de mines antichars.
2. La flotte de formation (EC120 Colibri) est externalisée.

6.2 Marine nationale (chiffres au 1^{er} juillet 2017)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BÂTIMENTS DE COMBAT ET DE SOUTIEN	74
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4
Sous-marins nucléaires d'attaque	6
Porte-avions	1
Bâtiments de projection et de commandement	3
Frégates de premier rang ¹	17
Frégates de surveillance	6
Patrouilleurs hauturiers ²	20
Chasseurs de mines	11
Bâtiments de soutien outre-mer ³	3
Bâtiments de commandement et de ravitaillement	3
CHALANDS DE TRANSPORT ET ENGIN DE DÉBARQUEMENT⁴	17
GENDARMERIE MARITIME	38
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁵	-
BÂTIMENTS HYDROGRAPHIQUES ET OCÉANOGRAPHIQUES	4
DÉMINAGE ET SURVEILLANCE DES CHENAUX	7
Bâtiments de base pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar ⁶	-
BÂTIMENTS AUXILIAIRES	4
Remorqueurs de haute mer, bâtiments de soutien de région ⁷	-
FORMATION ET ENTRAÎNEMENT	14
Bâtiments écoles et voiliers ⁸	-
BÂTIMENTS D'EXPÉRIMENTATIONS ET D'ESSAIS	3

- 2 frégates de défense aérienne, 2 frégates antiaériennes, 4 frégates multi-missions, 4 frégates anti-sous-marines, 5 frégates de type La Fayette.
- 9 patrouilleurs de haute mer, 3 patrouilleurs côtiers, 3 patrouilleurs type P 400, 1 Patrouilleur léger guyanais (PLG), 3 patrouilleurs (*Arago*, *Le Malin*,

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
GROUPE AÉRIEN EMBARQUÉ	45
Rafale Marine	42
Hawkeye – E2C	3
AVIONS DE PATROUILLE MARITIME	22
Atlantique 2	-
AVIONS DE SURVEILLANCE MARITIME	13
Falcon 50 M	8
Falcon 200	5
HÉLICOPTÈRES DE COMBAT ET DE SAUVETAGE	53
Caïman Marine (18), Panther (16), Lynx (16), Dauphin Pedro (3)	
HÉLICOPTÈRES DE SOUTIEN ET DE SERVICE PUBLIC	26
Dauphin N et Dauphin N3+	8
Alouette III	18
AVIONS DE SOUTIEN MARITIME	24
Falcon 10 M	6
Xingu	11
Cap 10 M	7

Fulmar), 1 Patrouilleur polaire (livraison ultérieure au 1^{er} juillet 2017).

- 3 bâtiments multi-missions.
- 13 Chalands de transport de matériel (CTM), 4 Engins de débarquement amphibie rapide (EDA-R).
- 6 patrouilleurs côtiers de gendarmerie, 24 vedettes côtières de surveillance maritime, 8 vedettes de surveillance maritime et portuaire.
- 4 bâtiments de base pour plongeurs-démineurs, 3 bâtiments remorqueurs de sonar.
- 1 remorqueur de haute mer, 3 bâtiments de soutien de région.
- 8 bâtiments écoles, 2 bâtiments d'instruction à la navigation, 4 voiliers.

6.3 Armée de l'air (chiffres au 1^{er} juillet 2017)

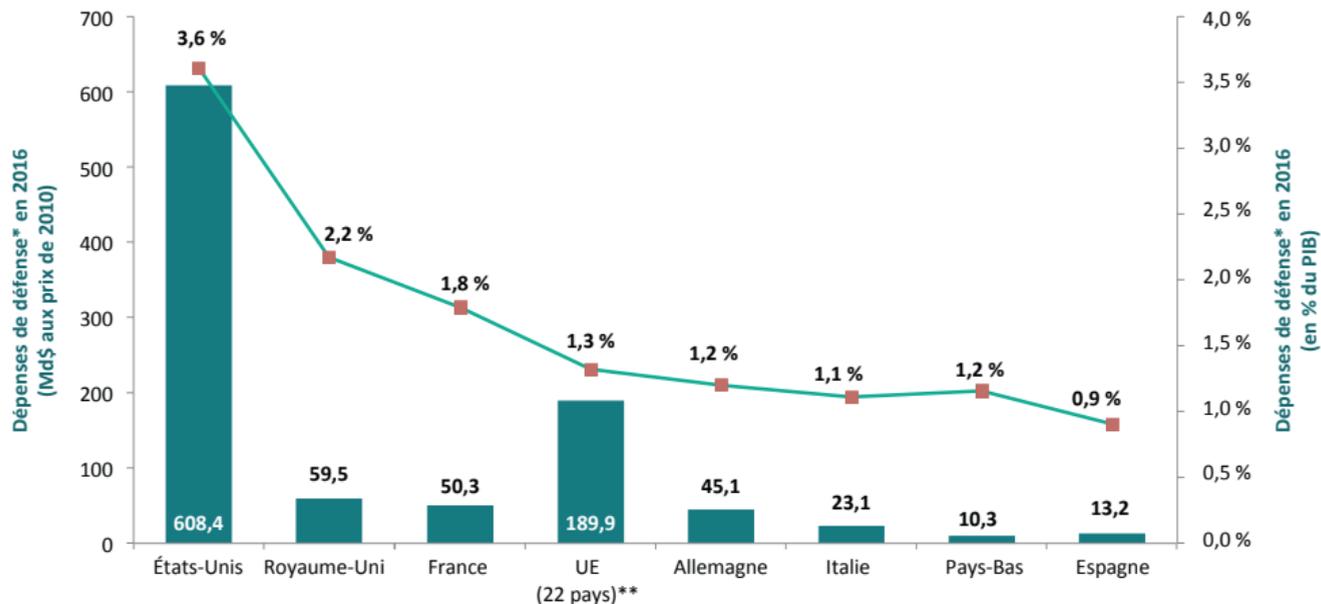
ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE COMBAT	232
Rafale (omnirôle)	98
Mirage 2000 N (nucléaire et assaut conventionnel)	22
Mirage 2000 D (assaut conventionnel)	68
Mirage 2000-5 et 2000 C (défense aérienne)	38
Mirage 2000 B (transformation)	6
AVIONS DE TRANSPORT	78
A340 et A310 (transport stratégique)	5
C160 Transall (transport tactique)	21
C130 Hercules (transport tactique)	14
CN235 (avion de transport tactique léger)	27
A400M Atlas (transport tactique à allonge stratégique)	11
AVIONS DE SUPPORT OPÉRATIONS	20
C135FR et KC 135 (avions ravitailleurs)	14
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4
C160G (recueil de renseignement électromagnétique)	2
AVIONS DE LIAISON	27
A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 2000 (avions à usage gouvernemental)	7
TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	20

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	139
Epsilon (formation initiale des pilotes) ¹	32
Alpha Jet (formation des pilotes de chasse) ²	84
Xingu (formation des pilotes de transport)	23
HÉLICOPTÈRES	76
Fennec (défense aérienne et mesures actives de sûreté aérienne)	40
Caracal (recherche et sauvetage au combat)	10
Super Puma et Puma (transport, recherche et sauvetage)	26
DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	10
Harfang	4
Reaper	6
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	20
Crotale NG	12
SAMP « Mamba »	8

1. Les flottes d'entraînement (Grob 120 et Cirrus SR20 et SR22) sont externalisées.

2. Patrouille de France incluse.

7. Comparaisons des dépenses de défense entre les États-Unis et l'Union européenne



* Pensions comprises.

** 22 pays de l'Union européenne membres de l'Otan (hors Royaume-Uni).

Source : Otan - Mémorandum statistique de mars 2017

Nota bene : le choix de rester en dollar aux prix de 2010 est dicté par la volonté d'être au plus proche de la source Otan et de ne pas introduire de biais lié au choix du taux de change €/\$. Les données sont directement accessibles sur le site de l'Otan.

8. Glossaire

APM : Affaires pénales militaires

CGA : Contrôle général des armées

CIE : Commandement interarmées de l'espace

CSRSM : Conseil supérieur de la réserve militaire

DGA : Direction générale de l'armement

DGRIS : Direction générale des relations internationales et de la stratégie

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure

DGSIC : Direction générale des systèmes d'information et de communication

DICoD : Délégation à l'information et à la communication de la défense

DIRISI : Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense

DPID : Direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense

DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la défense

DRM : Direction du renseignement militaire

EMA : État-major des armées

- 
- LFI** : Loi de finances initiale
 - LOLF** : Loi organique relative aux lois de finances
 - LPM** : Loi de programmation militaire
 - OIAS** : Organisation interarmées du soutien
 - OPEX** : Opération extérieure
 - PMEA** : Plafond ministériel des emplois autorisés
 - REO** : Référentiel en organisation
 - SCA** : Service du commissariat des armées
 - SEA** : Service des essences des armées
 - SGA** : Secrétariat général pour l'administration
 - SIAé** : Service industriel de l'aéronautique
 - SID** : Service d'infrastructure de la défense
 - SIMu** : Service interarmées des munitions
 - SSA** : Service de santé des armées

9. Pour en savoir plus

Site internet du ministère des Armées

www.defense.gouv.fr

Sources :

- Loi de finances initiale 2017
- Annuaire statistique de la défense 2017
- Bilan social 2016
- Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013
- Actualisation de la programmation militaire 2014-2019



Notes

Notes

Directrice de la publication : Valérie Lecasble
Chefs de projet : Franck Leclerc, Quentin Roussy
Contributeurs : SGA (DAF, DRH-MD),
EMA/COM, SIRPA (terre, marine, air),
DGA/COMM, CSRM

Chef du bureau des éditions : CF Jérôme Baroë

Directeur artistique : Jean-Charles Mougeot

Graphistes : Thierry Véron, Christine Pirot

Chef de fabrication : Jean-François Munier - diffusion : Eva Kouda

© juillet 2017 - Impression : Loire offset Titoulet

